



FINANCES PUBLIQUES ET DOUANES MÊME COMBAT EN GUADELOUPE.

Direction régionale des finances publiques.

Avec l'annonce récente des fermetures de très nombreux services de la DGFIP à l'horizon 2022, la suppression de 5775 postes à Bercy alors que 40000 emplois ont déjà disparu depuis 2002, ce sont à la fois, des services entiers des impôts et du trésor public de proximité qui seront rayés de la carte en Guadeloupe, ainsi qu'un vaste plan de privatisation de nos missions.

La DRFIP (direction régionale des finances publiques) de Guadeloupe communique sur une multitude de points de contact, à venir, dénommés MFS (Maison France Service) mais en omettant de préciser la nature précaire, sans formation des emplois dédiés, et surtout laissés à la charge des collectivités pourtant déjà exsangues financièrement. Ces services ne pourront pas répondre aux questions complexes telles que les réclamations contentieuses concernant le prélèvement à la source, l'impôt sur les revenus, le cadastre, les demandes de délais de paiement, ainsi que les questions relatives à la fiscalité des entreprises. En résumé ce ne seront que des boîtes aux lettres.

Aujourd'hui nos services se répartissent sur le territoire comme suit: Basse Terre, Les Abymes, Le Lamentin, Marie Galante, Pointe-Noire, Sainte-Rose, Capesterre, Sainte-Anne, Le Moule, Morne-à-L'eau, Port-Louis .

Demain, Le Moule, Pointe-Noire, Port-Louis, Sainte-Anne Capesterre et Marie-Galante sont menacés.

An péy an nou, la Géographie revisitée se traduira par:

- Plus de difficultés pour aller payer la cantine, et autres services offerts par les collectivités pour lesquels seuls les agents des trésoreries, dont le nombre diminue chaque année, sont habilités à vous donner des délais et faire des remises de majoration.
- Plus de difficultés pour obtenir un renseignement fiable concernant une fiscalité en perpétuelle évolution . Par exemple, pour obtenir rapidement une réponse de qualité, vous devrez soit être patients (le délai d'attente pour un accueil personnalisé sur rendez-vous se comptera en mois) ou faire appel à un conseiller privé réclamant 50 € pour rédiger votre déclaration. En Guadeloupe nous avons perdu plus de 150 emplois en 10 ans et 6 agents pour toute la gestion de la partie assiette de Grande-Terre.
- Plus de difficultés pour demander et obtenir un étalement de paiement des diverses dettes fiscales. Il sera matériellement et juridiquement impossible pour le buraliste de remplir cette tâche et encore moins pour la plateforme dématérialisée puisque l'approche humaine nécessaire à appréhender chaque situation aura disparu.
- Un paiement de l'impôt dans les bars tabacs, sans possibilité de bénéficier de la confidentialité totalement absente sur les bouts de comptoirs de la française des jeux.
- La disparition des trésoreries de service public local qui garantissent la bonne utilisation des fonds publics. Les récentes affaires, ne sont ni plus ni moins le résultat de la suppression des moyens alloués aux trésoreries depuis 2002.

Pour les personnels c'est aussi:

- Une mobilité imposée du fait de la suppression de leur site d'affectation, un recul sans précédent des conditions de travail, l'obligation de changer de filière ou de métier s'il n'y avait pas de poste vacant, des postes ALD (à la disposition du Directeur) sur l'ensemble du département, un plan de départ volontaire (rupture conventionnelle) pour quitter la fonction publique..

DOUANES

Mais que restera-t-il de nous chers collègues ?

La réforme de la fonction publique est véritablement en marche. Et pour nous douanier, c'est notre disparition annoncée au regard de ce que prévoit, « le rapport Gardette » : le transfert à l'horizon 2024 de 11 taxes sur 14 vers la DRFIP, ce qui va impacter considérablement et de manière irréversible les missions et l'organisation même de la Douane en Guadeloupe.

Dans l'immédiat cette mesure impactera la situation individuelle et professionnelle de **12 agents** de notre Direction.

Bien sûr notre bienveillant Directeur s'est voulu rassurant : « en Guadeloupe, nous sommes peu impactés, 1 ou 2 agents tout au plus. **« Vous les organisations syndicales vous alarmez les agents pour rien ».**

Mais, comme l'a dit notre Directrice Générale aux organisations syndicales de l'hexagone : "j'ai été mandatée pour mener à terme la **mission Gardette**", vous aussi, Monsieur le Directeur, êtes venu avec votre lettre de mission ! Et une fois vos objectifs atteints, vous irez vers d'autres cieux avec le sentiment du devoir accompli sans vous soucier de la douane de Guadeloupe comme vous l'avez déjà certainement fait ailleurs....

Comment comprendre ce besoin du gouvernement de vouloir démanteler notre administration qui réalise le meilleur taux d'intervention de tous les pays de l'OCDE avec un coût administratif **de 0,39€ pour 100€ recouverts !!!!**

Mais cher(e)s collègues il y a pire ! En se référant au document révélé par la CGTG douane il y a peu, l'OM (l'octroi de mer) serait également en passe d'être cédé sans concessions à la DRFIP.

Nous rappelons à la hiérarchie, à toutes fins utiles, qu'avec un taux de rendement qui frise la perfection, la gestion de l'OM par la douane de Guadeloupe est excellente et qu'elle représente environ **300 millions d'euros de recettes sur 610 millions perçus par l'administration** sur le territoire!

Nous nous insurgeons à la CGTG ! L'expertise acquise depuis des décennies par nos collègues en matière de fiscalité (OM, TVA...) sera balayée d'un revers ! Car il est bien énoncé dans le rapport : « il s'agit de mettre en place une organisation complexe, (...) sans transférer les emplois qui y sont rattachés ».

Ces chiffres doivent attirer notre attention :

- 2005 : autour de 351 douaniers en Guadeloupe
- 2019 : plus que 251 agents sur notre territoire

A réfléchir....

Nos collègues de la DRFIP eux-mêmes s'inquiètent, car en sous effectifs. En outre, ils refusent ces transferts car croulent déjà sous une charge de travail considérable.

Devant cet acharnement du gouvernement mettons nous ensemble afin de faire entendre notre mécontentement.

**AN NOU FE TANN VWA AN NOU LE 14 NOVANM DOUANES
é FINANCES PUBLIQUES TOUT MOUN AN LARI LA**